

Collectif (1985) *Aménagement et pouvoir local : les leçons du Québec des années 80*. Montréal, ACFAS/Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, 188 p.

Jean-Bernard Racine

Volume 30, numéro 80, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021809ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021809ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Racine, J.-B. (1986). Compte rendu de [Collectif (1985) *Aménagement et pouvoir local : les leçons du Québec des années 80*. Montréal, ACFAS/Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, 188 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 30(80), 301–303. <https://doi.org/10.7202/021809ar>

La seconde et dernière partie de l'ouvrage fait état de préoccupations plus sociologiques mais qui rejoignent souvent celles de chercheurs d'autres disciplines. L'auteur s'intéresse surtout aux nouvelles pratiques agricoles, dites agricultures périphériques, qui ont émergé dans les marges agricoles de l'Est-du-Québec en réaction à la déstructuration de ces milieux de vie. En effet, cette société rurale, menacée de disparaître d'autant plus rapidement que l'État entreprend de fermer les paroisses jugées sans avenir et de relocaliser les populations, se mobilise et exige le droit de vivre au « pays ». De la résistance, la population passe à l'action en initiant de nouveaux modèles de développement rural d'où sont issues des pratiques agricoles alternatives qui rompent avec les modèles dominants. Bruno Jean procède donc à l'étude de ces agricultures périphériques dans une perspective de changement social et de développement rural. Son analyse repose sur l'observation sur le terrain de ces agricultures périphériques qu'il classe en trois catégories : l'agriculture à temps partiel, l'agriculture de groupe et l'agriculture écologique. La seconde catégorie fait l'objet d'une recherche plus poussée car celle-ci est bien représentée dans l'Est-du-Québec sous la forme d'entreprises agricoles communautaires novatrices. Il est impossible d'évoquer ici même partiellement la teneur des propos et des conclusions de l'auteur sur ces expérimentations agricoles. Retenons simplement que, malgré leurs difficultés économiques, les agricultures périphériques ont leur place, de l'avis de l'auteur, dans ces arrières-pays où elles sont socialement viables et représentent un moyen de contrer, partiellement du moins, le processus de déprise agricole. L'auteur termine son ouvrage en tirant des enseignements de ces expériences qui lui permettent d'esquisser les éléments d'une problématique renouvelée du développement rural en région marginale.

Quoique l'ouvrage soit remarquable, il nous faut exprimer un regret : l'auteur a en fait exclu l'étude de la petite agriculture familiale de la seconde partie de son ouvrage. Pourtant, elle semble appartenir à l'univers de ces agricultures dites périphériques dans la mesure où elle est aussi le lieu d'une résistance au processus de déstructuration des arrières-pays de l'Est-du-Québec. Sans doute cette résistance n'emprunte-t-elle pas une voie déviante, ce qui explique son exclusion. Toutefois, on ne saurait l'ignorer car elle constitue toujours l'essentiel des structures agricoles de ces régions. Alors, quel est l'avenir dans les arrières-pays de ces fermes familiales qui tentent de s'inscrire dans le modèle agricole dominant sans y parvenir pleinement ? Comment s'exprime et s'explique la résistance de ces petits agriculteurs qui, malgré les contraintes, refusent de quitter le « pays » ? Quel rôle est appelé à jouer la ferme familiale dans les modèles alternatifs de développement rural ? À ces questions importantes, point de réponses... du moins pour le moment.

Dans l'ensemble, l'ouvrage de Bruno Jean suscite l'intérêt et l'admiration autant pour les phénomènes qu'il nous révèle que pour la démarche multidisciplinaire privilégiée par l'auteur.

Robert LAVERTUE
Département de géographie
Université Laval

COLLECTIF (1985) *Aménagement et pouvoir local : les leçons du Québec des années 80*. Montréal, ACFAS/Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, 188 p.

L'aménagement est un acte politique par excellence, puisqu'il touche à toutes les activités et à l'environnement et que le pouvoir est bien capable de changer la géographie des relations humaines. Dans cette perspective le « retour au local » est à l'évidence un phénomène « universel », à l'échelle de l'occident du moins, contemporain de l'émergence, dans les préoccupations comme dans les pratiques, d'une sensibilité « paradigmatique » nouvelle, valorisant un mode de production se voulant plus existentiel que purement productiviste, les finalités productivistes situant la dépendance relationnelle dans le pouvoir décisionnel que possèdent ou non les acteurs en présence, les finalités existentielles renvoyant plutôt à l'exercice d'une territorialité

axée sur des situations d'interdépendance plus symétriques, voire sur des situations d'indépendance où la dynamique relationnelle aboutit à la réalisation partielle ou complète des projets respectifs des acteurs, même si ceux-ci n'échappent pas, dans les relations qu'ils entretiennent avec leur environnement physique et humain, à une localisation dans une structure hiérarchisée en fonction de leur possibilité d'exercer un pouvoir décisionnel. Particulièrement quand il s'agit de produire du territoire.

Ces considérations, actuellement dominantes dans la géographie romande, restent tout à fait implicites dans l'ouvrage que présentent Annick Germain et Pierre Hamel. On y trouve en revanche les corrélatifs essentiels, les finalités existentielles et « reterritorialisantes » du Québec des années quatre-vingt s'appuyant bien, elles aussi, sur une volonté d'aménagement « par le bas » plutôt que « par le haut », tel qu'il fut traditionnellement associé au « rêve technocratique du début des années soixante, celui de la planification rationnelle pilotée par l'État, du haut vers le bas, du socio-économique au spatial ». Les signes en sont nombreux et les différentes contributions au colloque les étudient pour en évaluer les significations possibles, à travers les stratégies et les enjeux de l'aménagement en milieu urbain d'abord, dans le contexte du développement régional ensuite, comme mise en question du pouvoir local comme lieu d'articulation de ces enjeux enfin. Trois parties qui permettent toutes, finalement, d'apprécier différentes facettes d'un concept encore ambigu, tout en nous invitant à voir évoluer les acteurs concernés, dans un jeu de rôle relativement complexe, mais tout de même identifiable, d'intérêts contradictoires et de solidarités intéressées où le pouvoir de l'État et les pouvoirs économiques sont à la recherche d'une fonctionnalité nouvelle.

Mise en perspective du rôle joué par les leaders politico-administratifs et socio-économiques dans le contexte des transformations de l'économie montréalaise (J. Leveillé *et al*), enjeux et stratégies municipales dans le cadre de la revitalisation des quartiers anciens à Montréal-Sud et Sherbrooke (R. Morin), enjeux d'aménagement à Gatineau (C. Andrew et A. Guimont) : la première partie confirme que l'urbanisation est encore *une affaire*, pour diverses fractions de classes certes, mais d'abord pour l'État local. La loi 125 sur l'aménagement et l'urbanisme cristallise certes une nouvelle instance dans la gestion et la délimitation territoriale (J. Déry et J.L. Klein), mais on est en droit de se demander si les nouvelles MRC vont vraiment contribuer à décentraliser l'administration du territoire ou plutôt intensifier l'assujettissement des collectivités locales à un pouvoir central déjà trop omniprésent. Le recours au concept d'éco-développement offre-t-il des pistes plus prometteuses que cette « extension à l'État territorial de la logique dominante dans l'État central » ? L'analyse de l'expérience de développement de l'Est du Québec (A.G. Gagnon) à travers le jeu des Organismes de développement communautaire, oblige à poser d'abord le problème de ce que doit être le pouvoir régional : lieu d'intervention spécifique ou relais entre le centre et la périphérie ? Restait à s'interroger sur la définition ou la redéfinition possible du pouvoir local. Quels sont les enjeux qui lui échappent, quels sont ceux qui en relèvent explicitement ? L'étude des relations entre l'Union des municipalités et le gouvernement du Québec (R. Bissonnette) et plus particulièrement des réactions des élites rurales face aux MRC, puis l'étude du document MRC lui-même (B. Sokoloff) dans l'articulation qu'il propose entre aménagement et développement conduit assez naturellement à l'interrogation finale de M.O. Trepanier et E. Gauthier : « les enjeux de l'aménagement se posent-ils encore en termes de pouvoir local » ? La réponse est positive dans la mesure « où l'on peut déceler autour de l'aménagement des tentatives de dépassement des blocages entre l'univers « local » et l'univers « global » et ce par le biais de la réarticulation des relations entre institutions centrales et institutions locales. Alors que l'ouvrage restait profondément empirique et ne s'appuyait jusqu'ici que sur des analyses de contenu plus ou moins informelles, la dernière contribution se veut théoriquement plus ambitieuse grâce à l'emprunt à Y. Barel du concept de *paradoxe* de l'« auto » (c'est-à-dire la possibilité que « quelque chose » soit à la fois acteur et terrain de son action). Nous découvrons alors que le local est à la fois local et global, en termes de pouvoir, de représentativité et de capacité d'agir, comme le global est à la fois global et local. Reste à savoir comment ils s'articulent et quel sens cette articulation produira au Québec où l'on redécouvre peut-être, avec Annick Germain et Pierre Hamel, que le pouvoir local est bien le lieu stratégique d'une recomposition sociale, susceptible de relancer une économie en perte de vitesse, « les enjeux de l'aménagement (étant) peut-être de laisser éclore dans l'action et l'expérimentation les nouveaux projets dont le local serait porteur ».

Les défis qui attendent le Québec sont aussi, et peut-être d'abord, ceux qui attendent ses chercheurs. Ceux-ci ont encore beaucoup à faire, ne serait-ce qu'en termes de définition. À vrai dire, le local n'est pas sans ambiguïté. Le pouvoir qui s'y incarne non plus. Où s'arrête-t-il ? À quelle échelle le situer ? À travers quelles médiations fonctionne-t-il ? À travers tout le colloque, les réponses varient parfois sensiblement, ne serait-ce que parce qu'il n'y aurait pas « un pouvoir local » mais « des » pouvoirs exercés au niveau local par divers groupes sociaux dont les intérêts ne sont pas, non plus, nécessairement les mêmes », tant et si bien (R. Morin) que le pouvoir local pourrait se définir « comme le jeu des pouvoirs qu'exercent différentes forces internes et externes dans le « champ local ». Mais peut-on en rester là quand le pouvoir est défini, plus largement, « non pas uniquement en fonction de la capacité d'un acteur à modifier le comportement d'autrui, mais plutôt de s'enquérir de la possibilité des acteurs à intervenir en des points et en des lieux auxquels autrui n'a pas accès » (A.G. Gagnon) ? Se pose alors tout le problème des niveaux, des structures et des groupes intermédiaires. Entre le local et le central, les politologues et les urbanologues responsables de cet excellent ouvrage ont manifestement de quoi stimuler l'appétit de la recherche géographique.

Jean-Bernard RACINE
Département de géographie
Université de Lausanne

PLETSCH, Alfred (1985) *Ethnicity in Canada*. Marburg, Marburger Geographische Schriften, n° 96, 301 p.

Nous assistons depuis quelques temps à une véritable avalanche d'écrits sur la chose « ethnique » au Canada. Est-ce le résultat de l'envie des fils et filles d'immigrants (souvent de deuxième ou de troisième génération) de mieux comprendre leurs origines, ou des subventions généreuses du Secrétariat d'État du Canada, je ne le sais ? Avec deux grands groupes linguistiques et des groupes autochtones minoritaires, le Canada fournit certainement une terre de prédilection pour les études ethniques. Ce livre, qui nous arrive d'Allemagne, constitue un autre élément au dossier.

Il s'agit d'un recueil de textes issu d'un colloque intitulé « Ethnicity in Canada: Socio-Economic and Spatial Perspectives, and Comparisons with other Northern Nations », tenu en décembre 1984 à l'Université Philipps, Marburg, RFA. Ce recueil constitue la suite d'un projet de recherche ayant débuté en 1981 et qui a déjà donné lieu à d'autres publications dans la série des *Marburger Geographische Schriften*.

Même si ce recueil est issu d'une faculté de géographie, il s'agit d'un travail multidisciplinaire. On y trouve des contributions de sociologues, d'historiens, d'anthropologues, de psychologues, etc., en plus de celles de géographes à proprement parler. Il s'en suit une très grande diversité dans les perspectives, les démarches et les modèles adoptés. C'est en général le propre des recueils d'offrir un ensemble de textes relativement hétérogène ; c'est à la fois leur principal défaut et leur principale qualité. Ce recueil semble cependant singulièrement hétérogène. Le lecteur aura beaucoup de difficulté à y trouver un fil conducteur. D'ailleurs, il ne comprend ni véritable introduction pour situer les diverses contributions ni guides de lecture ou textes de présentation pour faciliter la transition d'un auteur à un autre. Le chapitre qui fait figure d'introduction constitue, au fond, une contribution distincte, voire quatre contributions distinctes. L'avant-propos fournit quelques éléments d'organisation, mais il est uniquement accessible aux lecteurs qui maîtrisent la langue de Goethe. La diversité linguistique vient d'ailleurs accentuer l'hétérogénéité du volume, sans pour autant être un défaut : 17 chapitres sont rédigés en anglais, 4 en français et 1 en allemand.

Ceci étant dit, ce recueil comprend des contributions d'une grande valeur. Le lecteur y trouvera un choix intéressant de sujets reliés aux études ethniques au Canada. Un nombre